

économique, apporteront les remaniements territoriaux effectués, quelles régions bénéficieront ou souffriront des changements.

La Grèce jusqu'alors isolée, ses voies ferrées n'étant point raccordées avec le réseau européen, songe à faire cesser cet état de choses préjudiciable à son développement.

Le partage de la Macédoine amènera les maîtres des régions annexées à ramener au centre de leur pays le mouvement des échanges. Cela se fera sûrement au détriment de Salonique dont l'hinterland commercial est coupé par les nouvelles frontières. En novembre 1913 la douane de Guevgueli, à la frontière serbo-grecque, a encaissé 600.000 dinars. Le jour où la Serbie aura organisé sa conquête, il est à prévoir que la douane de Guevgueli sera un obstacle qui arrêtera les échanges avec Salonique.

L'Autriche-Hongrie et la Russie ont ressenti le contre-coup des événements balkaniques; avant et durant la période de crise ces deux pays se sont mis en état de faire face à toutes les éventualités et ont réalisé, pendant de longs mois, une mobilisation partielle. Rien que pour l'Autriche-Hongrie, on peut évaluer le coût de ces préparatifs à un milliard de couronnes.

La Roumanie a aussi mobilisé et envahi la Bulgarie, à l'heure où celle-ci avait à faire face aux armées grecques, serbes et turques. Mais pour prix de cette intervention sans péril elle a obtenu un territoire d'une grande richesse, représentant un douzième de la surface de la Bulgarie et qui donnait au Trésor bulgare chaque année de 30 à 32 millions par l'impôt. Elle a donc été largement payée.

Sitôt la paix conclue, les Etats belligérants se sont mis en quête d'argent.

La Serbie a, la première, pris ses dispositions pour obtenir de la finance internationale les millions nécessaires à la réparation de ses pertes et à la mise en valeur de ses conquêtes. Un projet d'emprunt de 250 millions de *dinars* (?) a été voté par la Skoupchtina, la moitié de cette somme étant destinée à couvrir les frais de la guerre, l'autre moitié à accorder des subventions à l'agriculture, notamment dans les provinces de la Nouvelle Serbie.

La Bulgarie et la Grèce cherchent aussi les millions qui leur sont indispensables. De même la Turquie.

C'est, au bas mot, un milliard que les Etats balkaniques vont demander à l'épargne européenne. Ces capitaux leur seront fournis par l'intermédiaire d'établissements de crédit, mais, évidemment, sous le contrôle des Gouvernements des pays où les titres seront placés et cotés.

Il est essentiel que cette aide pécuniaire qui va être accordée aux nations balkaniques soit subordonnée, par les Gouvernements, à des conditions d'intérêt général plus qu'à la satisfaction trop exclusive de quelques industries particulières à commencer par celle des fournitures militaires.